

MONDIALISATION, ENTREPRISES ET SOUVERAINETE DE L'ETAT

Professeur Abbé Louis MPALA Mbabula¹ (abelouismpala@gmail.com www.louis-mpala.com)

Assistant Léon ILUNGA Lupinda² et Assistant Martin KAYUMBA Cansa³

Résumé : *la mondialisation néolibérale a pour plusieurs acteurs parmi lesquels l'Etat et les entreprises occupent la première place. Nourrie de l'idéologie de l'économisme et de l'utilitarisme, soutenue par la révolution conservatrice du tandem Margaret Thatcher et Ronald Reagan et mise en pratique par le Consensus de Washington, la mondialisation néolibérale trouve dans les entreprises un acteur important remettant en question le rôle traditionnel de l'Etat et contraint ce dernier à redéfinir le concept de frontière et à s'adapter à la cadence de ses pas.*

Mots clés : mondialisation, entreprise, Etat, acteur, idéologie, interdépendance, souveraineté, paradigme, hyperglobaliste, sceptique, transformationaliste.

INTRODUCTION

Notre réflexion a pour titre *Mondialisation, entreprises et souveraineté de l'Etat*. Notre thèse à soutenir s'énonce en cette proposition : *la mondialisation, par les entreprises transnationales comme un de ses acteurs, remet perpétuellement en cause la souveraineté de l'Etat*. Pour bien soutenir cette thèse, notre argumentation se fera en deux parties. La première se donnera pour tâche celle de définir la mondialisation, de présenter ses acteurs et de révéler son idéologie. La deuxième et dernière partie fera voir comment la souveraineté de l'Etat est malmenée et ce, grâce ou à cause du paradigme néolibéral. De ce dernier on soupçonnera que nous parlerons de la mondialisation néolibérale.

1. DE LA DEFINITION DE LA MONDIALISATION NEOLIBERALE, DE SES ACTEURS ET DE SON IDEOLOGIE

La mondialisation fait parler d'elle et ce, dans tous les domaines du savoir. Et pourtant, sa compréhension ne fait pas l'unanimité. Si cette dernière pourrait être retrouvée, l'énumération de ses acteurs pose problème pour la simple raison que chaque spécialiste n'en voit que certains et tombe dans le réductionnisme. Si l'on parvenait à bien énumérer les acteurs, les cordes ne s'accordent pas quant à ce qui concerne son idéologie. En a-t-elle une réellement ?

Cette partie de notre réflexion, comme on peut le deviner, tentera de définir la mondialisation, d'énumérer ses acteurs tout en révélant son idéologie. Nous sommes conscient que le travail ne sera pas facile

¹ Docteur en Philosophie de l'Université de Lubumbashi où il est professeur, Louis Mpala Mbabula est professeur Ordinaire à l'Université de Lubumbashi.

² Licencié en Philosophie, Léon ILUNGA Lupinda est Chef des Travaux à l'Université de Likasi, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Département de Philosophie.

³ Licencié en Philosophie, Kayumba Cansa est Assistant à l'Université de Lubumbashi, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Département de Philosophie.

1.1. De la définition de la mondialisation néolibérale

La mondialisation est un concept nébuleux et chaque auteur en a sa propre définition. Les uns la définissent en mettant l'accent sur l'accroissement des transactions commerciales et financières, transfrontalières, en insistant sur l'ouverture des frontières économiques et de déréglementations, en insistant sur des stratégies économiques de décideurs ou dirigeants d'entreprises privées, en indiquant l'évolution du marché ; d'autres en pointant l'interdépendance entre le marché, la libre circulation des biens, des services, des capitaux, des hommes et des idées entre tous les pays. Ceci étant, l'on ne peut que donner une tentative de définition. A notre humble avis, pour parler de la mondialisation on doit avant tout cibler **l'élément dominant** qui n'est rien d'autre que **des transformations économiques**⁴. Celles-ci ont mis en déroute le système mondial ancien pour en créer un autre, dont les grandes lignes sont les suivantes :

-le système mis en vigueur après la seconde guerre mondiale est remplacé par *un modèle à pole unique* (i.e. il n'y a plus deux blocs : OTAN et Pacte de Varsovie). C'est la fin de la troisième guerre mondiale, guerre froide ;

-il y a omniprésence et domination du *capitalisme néolibéral* ;

-on constate une mobilité croissante et un renforcement de l'emprise des *entreprises transnationales* ;

-prédominance du *capital financier* de plus en plus mobile, décentré et transnational, et ce, grâce aux *nouvelles technologies de l'information et de la communication* (NTIC en sigle).

Le second critère est technologique. Les *nouvelles technologies de l'information et de la communication* ont fait de notre monde *un village planétaire*. Ainsi, les notions de *temps* et de *espace* ont changé de signification. Nous sommes à la fois contemporains, plus proches les uns des autres et plus lointains les uns des autres. **Voilà un paradoxe.** Nous sommes au courant, et ce, à la minute, de tout ce qui se passe ailleurs, et au même moment nous ne connaissons pas le nom de notre voisin.

Le troisième critère est d'ordre politique. La mondialisation n'est pas naturelle comme la pluie. Elle relève d'*un choix*. Les Etats ont choisi et propagé *l'idéologie néolibérale*. Celle-ci, dans ses grandes lignes tracées par Friedrich August Von HAYEK, se pose en s'opposant à *l'interventionnisme étatique* et à *l'Etat social, le Welfare State ou l'Etat providence*. L'idéologie néolibérale fait du *marché le seul maître* : il est l'instance de régulation politique et sociale. Il est vu comme *seule source de bonheur*. Considéré comme une panacée au détriment de l'Etat et de ses fonctions essentielles, le marché est au-dessus de tout et la richesse, *ipso facto*, est placée au-dessus des hommes. En effet, *l'économisme et l'utilitarisme* sont les deux philosophies qui sous-tendent le néolibéralisme.

De ce qui précède, notre **essai de définition de la mondialisation** se formule en ces termes : la Mondialisation est l'« accroissement massif de l'interdépendance ». Il y a plusieurs interdépendances dont cinq retiennent notre attention :

⁴Cf. BALIBAR, E., *Frontières du monde, frontières de la politique*, dans DELBACCIO, M. et PELLOILE, B. (dir), *Du cosmopolitisme*, Paris, L'Harmattan, 2000, p.182.

-*interdépendance de la production* : cette interdépendance se fait par les marchés entraînant la disparition des frontières géographiques, l'abaissement des barrières tarifaires et non tarifaires et délocalisation.

-*interdépendance des échanges et du commerce* : elle conduit à l'intégration mondiale, à la libéralisation, à la déréglementation des marchés nationaux, au désengagement de l'Etat, à la restructuration de l'Etat-Providence et à l'innovation dans la technologie de l'information et de la communication.

-*Interdépendance des marchés financiers* : elle entraîne l'interconnexion des places financières mondiales fonctionnant 24H sur 24H grâce à la conjugaison de trois éléments, à savoir la *déréglementation*, le *décloisonnement* des marchés et la *désintermédiation*. Ainsi on parle de 3 D.

-*interdépendance des technologies de l'information et de la communication* : ce qui entraîne la mobilité et la flexibilité des capitaux, des biens, des services et des personnes.

-*interdépendance des cultures et des personnes* : il y a échange des travailleurs, des éléments des cultures et il y a la création du tourisme scientifique et sexuel, et il y a aussi l'échange des terroristes, etc.

De cet essai de définition, on relèvera des caractéristiques suivantes :

« *« Interdépendance »*. Par l'effet de l'échange et de la diffusion de l'information, les activités sociales, politiques et économiques transcendent les frontières nationales de telle sorte que les événements, décisions et activités situés à n'importe quel endroit dans le monde peuvent affecter les individus et les communautés en tout point du globe.

« *Effacement des frontières nationales* ». La frontière entre ce qui est local et ce qui est global devient de plus en plus floue. Il est par conséquent plus difficile de distinguer ce qui est « interne » de ce qui est « externe ».

« *Conflit de souveraineté* ». L'interdépendance croissante génère de plus en plus de problèmes transnationaux mettant en question la souveraineté nationale. Ces questions ne peuvent être résolues que par la voie du multilatéralisme intergouvernemental.

« *Complexité systémique* ». L'augmentation du nombre d'auteurs et des liens entre eux entraîne une intensification et une complexification du système mondial et génère une contrainte systémique sur leurs activités et leur autonomie »⁵.

Cet essai de définition est incompréhensible si un aperçu historique sur le « séisme économique-politique » n'est pas donné.

1.1.1. De la Révolution conservatrice (Margaret Thatcher-Ronald Reagan) et de la disparition de l'URSS

En effet, l'arrivée de Margaret Thatcher (mai 1979-décembre 1990 : règne politique) en mai 1979 et de celle de Ronald Reagan en 1981 constitue ce que Christophe Aguiton appelle la *Révolution conservatrice*⁶ et il y eut *un virage brutal*. Margaret Thatcher⁷,

⁵ BOLDUC, D. et AYOUB, A. , *La mondialisation et ses effets : revue de la littérature*, Université Laval, novembre 2000, p.9.

⁶ Cf. AGUITON, C., *Le monde nous appartient*, Paris, Plon, 2001, p.33.

partisane des thèses néolibérales, s'affronta directement avec le monde du travail et fut totalement intransigeante face aux mineurs en grève⁸. Elle remit en cause la protection sociale et appliqua la limitation des droits syndicaux. A qui voulait l'entendre, elle disait qu'il n'y avait pas d'autre système économique que le capitalisme néolibéral. C'est le « **There is no Alternative** » (TINA en sigle). Ronald Reagan, de sa part, mettra en pratique certaines recommandations de la « Heritage Foundation » dont la baisse des impôts, la déréglementation, la réduction des dépenses sociales et on y propose aussi une politique agressive vis-à-vis de l'ennemi numéro un de l'époque, à savoir l'URSS⁹.

Le capitalisme, comme le souligne Michel Albert, était entré dans son troisième âge et l'époque historique est devenue celle « *du capitalisme à la place de l'Etat* ». ¹⁰ C'est durant ce troisième âge que nous devons signaler le passage de la mondialisation comme phénomène ancien à la mondialisation comme *concept nouveau*.

En effet, **c'est en 1983 que Théodore Levitt introduit le terme anglais *globalization*** qui sera traduit en français par le concept ***mondialisation***¹¹. « Dans un article de la revue *Harvard Business Review*, [cet] économiste désignait [par mondialisation] la convergence des marchés pour les produits des grandes firmes multinationales ». ¹² C'est en 1990 que le terme a été popularisé par Kenichi Ohmae dans son ouvrage intitulé *The Borderless World ; Power and Strategy in the Interlinked*.¹³ A travers le concept de mondialisation, il indiquait une nouvelle étape dans le développement des multinationales.

Toujours du point de vue politique, nous devons parler des événements des années 90. De fait, entre 1989 et 1991, un séisme politique a secoué le bloc Est dirigé par l'ex URSS. Le 9 novembre 1989¹⁴, le Mur de Berlin s'écroula.

Par ailleurs, l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev à la tête de l'URSS en 1985 est une donnée importante. Gorbatchev a fait un diagnostic impitoyable de l'état de la société soviétique : « Mikhaïl Gorbatchev regrette : *la mentalité d'assistés (ijdivenstvo)* qu'il décèle chez ses concitoyens et dont les conséquences sont néfastes sur tous les plans, *la coupure croissante entre la société et le parti et la faiblesse structurelle de l'économie, de plus en plus visible et problématique* ». ¹⁵

De ce fait, Mikhaïl Gorbatchev passera aux réformes et deux mots-clés seront lancés : **GLASNOST** (pour la réforme politique) (= « publicité » dans le sens de rendre public quelque chose de connu- exemple, « fustiger publiquement l'ivrognerie, la gabegie, l'indiscipline, l'indifférence...[La glasnot] est, en définitive, la parole mise au service de

⁷ Jean-Luc Cipièrre en parle abondamment dans son article *Les années 80 :La phase d'expansion du néo-libéralisme* dans *Institut de formation/attach Rhône/cycle sur le néo-libéralisme/session 7 du 12 décembre 2002*.

⁸ Cf. MICHALET, C.-A., *Qu'est-ce que la mondialisation ? Petit traité à l'usage de ceux et celles qui ne savent pas encore s'il faut être pour ou contre*, Paris, La Découverte, 2004, p.97.

⁹ *Ib.*

¹⁰ *Ib.*, p. 293. Tout en étant discutable sur l'exactitude de la périodisation, cette façon de voir de Michel Albert reste valable dans son contenu.

¹¹ Le site <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Mondialisation.htm> situe l'origine du terme mondialisation, en français, en 1964 « dans le cadre des travaux économiques et géopolitiques pour désigner l'extension des marchés industriels au niveau des blocs géopolitiques, au moment de la guerre froide ».

¹² - *Qu'est-ce que la mondialisation ?* [en ligne] <http://radio-canada.ca/nouvelles/dossiers/mondialisation/1a.asp> (page consultée le 22/03/2005). Edouard Herr, dans son article *La mondialisation : pour une évaluation éthique ?*, publié dans *Nouvelle revue théologique* 122 (2000), à la page 51, se contente de dire que « le terme [mondialisation] nous vient des années 1980 ».

¹³ Cf. *Ib.*

¹⁴ LOROT, P. (dir), *Dictionnaire de la mondialisation*, Paris, Ellipses, 2001, p.310.

¹⁵ BERGER D., *Pérestroïka, la révolution réellement existante ?* [en ligne] [http:// multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=491](http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=491)(page consultée le 29/06/2005à).

l'action politique du pouvoir »¹⁶ conduisant à la transparence). Le second mot-clé est *Perestroïka* (pour la réforme radicale de l'économie) (= « restructuration », du titre de l'ouvrage de Mikhaïl Gorbatchev¹⁷). « C'est le nom donné à l'ensemble des réformes devant concilier, à ses yeux [Mikhaïl Gorbatchev], socialisme et démocratie. Concrètement, il s'agit *sur le plan économique de permettre une accélération (Ouskoreni) de la croissance. Au plan politique, il faut construire, un Etat de Droit et rendre l'appareil d'Etat plus autonome de celui du parti* ».¹⁸

Pour Mikhaïl Gorbatchev, la Perestroïka, a un but : la consolidation du régime communiste. *Glasnost et Perestroïka* sont des « références dictées par l'évolution de la société et indispensables, dans l'esprit de Mikhaïl Gorbatchev, au maintien du communisme. Tel est bien le but ultime ».¹⁹ En effet, avec Mikhaïl Gorbatchev, des changements concrets se manifesteront: libéralisation des médias, achèvement de la déstalinisation, rappel officiel de son exil de A. Sakharov en décembre 1986, libération de « faux » malades mentaux et de certains prisonniers politiques, et ce, dans la ligne du XX^e congrès. La loi du 30 janvier 1987 est promulguée pour permettre aux particuliers de faire un recours juridique contre les actes illégaux des fonctionnaires. Ainsi, on parla de la « légalité socialiste ».²⁰ Il y a, *sur le plan économique*, une décentralisation assurant une autonomie plus large aux entreprises et par sa philosophie de « rapprocher l'homme de la propriété », Mikhaïl Gorbatchev fit louer « la terre aux paysans sous forme de contrat de sous-traitance familiale »²¹.

Mikhaïl Gorbatchev rencontra des obstacles sur son chemin des réformes : refus de la *Nomenklatura*, la catastrophe de Tchernobyl (26 avril 1986), les revendications nationalistes. A dire vrai, la « ruse » de l'histoire était au travail et n'a pas permis à Mikhaïl Gorbatchev de voir que les changements et les réformes mettaient en péril l'existence même du régime.

Le 06 novembre 1991, on vit le PC de Russie s'autodissoudre. Il fallait s'y attendre : la disparition du parti communiste entraîna celle de l'URSS. Cette disparition fut proclamée le **08 décembre 1991** par les signataires de la communauté des Etats Indépendants (CEI). Le **25 décembre 1991**, Mikhaïl Gorbatchev annonça sa démission à la télévision en déclarant : « La ligne du démembrement du pays et de la dislocation de l'Etat a gagné, ce que je ne peux pas accepter »²². La volonté de Mikhaïl Gorbatchev n'a pas eu raison de la « marche » de l'histoire.

Signalons, par ailleurs, la Guerre du Golf dont le nom de code donné par la coalition fut « tempête du désert ». Cette guerre, du fait qu'elle a eu lieu en 1991, période

¹⁶ GAUTHIER, A., *L'économie mondiale. Du début du XXe siècle à nos jours : d'une mondialisation à l'autre*, Rosny, Bréal, 2004, p.356.

¹⁷ GORBATCHEV, M., *Perestroïka. Vues neuves sur notre pays et le monde*, Paris, Flammarion, 1097. André Gauthier nous apprend que si M. Gorbatchev est l'artisan de la Perestroïka, l'économiste Abel Aganbeguian en est l'inspirateur.

¹⁸ BERGER D., *Pérestroïka, la révolution réellement existante ?*, o.c.

¹⁹ *Ib.*

²⁰ *Ib.*

²¹ *Ib.*

²² Mikhaïl Gorbatchev, cité par *Ib.* Cette déclaration peut être interprétée de plusieurs façons. Les conservateurs ont vu en elle un mensonge, car, de par la Glasnost et la Pérestroïka, cette issue était prévisible. Si réellement Mikhaïl Gorbatchev était sincère, alors Hegel a vu sa thèse se réaliser. En effet, Hegel pense que la Raison, par sa ruse, utilise certaines personnes, et ce à leur insu, a réalisé sa matérialisation dans l'histoire concrète. Encore une fois, nous revenons à la « ruse » de la Raison.

de l'implosion de l'URSS, donna lieu à un Nouvel Ordre Mondial ²³ *de facto*. La guerre froide venait de prendre fin. Seuls les Etats-Unis s'imposaient.

On comprend le sens d'être de la Révolution Conservatrice préparée par F.A. Von Hayek et sa société, et réalisée par Margaret Thatcher et Ronald Reagan, tous deux épaulés, peut-être malgré lui, par Mikhaïl Gorbatchev.

Retenons que c'est à la fin des années 80 que le *Consensus de Washington*²⁴, promu par le FMI et la BM, vit le jour.

1.1.2. Du Consensus de Washington

Le Consensus de Washington nous renvoie à un document de référence énumérant dix références qui étaient, selon John Williamson²⁵, considérées par tous à Washington comme nécessaires au développement de l'Amérique latine²⁶, aux pays du Sud et de l'Est pour superviser la transition vers l'économie de marché. Soulignons, par ailleurs, que la BM et le FMI subordonnèrent leurs prêts à l'adoption de ce *Consensus* ou mieux ils conditionnèrent leurs prêts que si un pays adopte une politique inspirée de ce *Consensus*, car ce dernier est devenu « le cadre de référence unique des politiques internationales de financement du développement »²⁷ dans les politiques d'ajustement structurel²⁸. John Williamson a baptisé ce programme de réformes du nom de « *Consensus de Washington* ». Les dix réformes préconisées sont :

« 1. *Discipline budgétaire*. Dans presque tous les pays d'Amérique latine, les déficits budgétaires étaient considérables, entraînant des crises de la balance des paiements, et l'inflation élevée pénalisait surtout les pauvres, car les riches pouvaient transférer leur argent à l'étranger.

2. *Redéfinitions des priorités en matière de dépenses publiques* : il s'agissait de réorienter les dépenses au profit de la croissance et des pauvres, en abandonnant les aides discrétionnaires, e.g., au profit des soins de santé de base, de l'éducation et des infrastructures.

3. *Réforme fiscale* : l'objectif était d'établir un régime combinant une large assiette fiscale et des taux d'imposition marginaux modérés.

4. *Libéralisation des taux d'intérêts(...)*.

²³ C'est le 11 septembre 1990 que le président des Etats-Unis, George Bush, prononça son célèbre discours annonçant le « nouvel ordre mondial » dont les Etats-Unis assureraient le leadership *de facto* : « Une nouvelle ère plus libre de la menace de la terreur, plus forte dans la poursuite de la justice et plus sûre dans la quête de la paix. Une ère dans laquelle les nations du monde, Est et Ouest, Nord et Sud, peuvent prospérer et vivre en harmonie (...) Un monde dans lequel le règne de la loi remplace la loi de la jungle. Un monde dans lequel les nations reconnaissent la responsabilité partagée de la liberté et de la justice. Un monde où les forts respectent les droits des faibles » (G. BUSH cité par G. ACHCAR cité par ZACHARIE, A., *o.c.*, p.140.) Un 11 septembre 2001 est à la base d'un autre genre de discours justifiant toute intervention étatsunienne dans le monde entier et ce au nom de l'ennemi réel ou supposé qu'est le *terrorisme* sous toutes ses formes.

²⁴ Cette expression fut employée pour la première fois par John Williamson et ce, en 1989.

²⁵ WILLIAMSON, J., *Un train de réforme devenu un label galvaudé. Consensus de Washington, un bref historique et quelques suggestions*, dans *Finances et Développement* (septembre 2003), p 10. Contrairement à ce que d'aucuns disent, ce document à thèses néolibérales a été conçu avant tout pour l'Amérique Latine.

²⁶ Cf. WILLIAMSON, J.(éd), *Latin American Adjustment:How Much has Happened?* Washington, Washington Institute for International Economics, 1990.

²⁷ ZACHARIE, A., *Mondialisation : qui gagne et qui perd. Essai sur l'économie politique du développement*, Bruxelles, Editions Le Bord de l'Eau, 2013, p.128.

²⁸ GRAZ, J.-C., *La gouvernance de la mondialisation*, Paris, La Découverte, 2010, p.56.

5. *Taux de change compétitif (...)*, c'est-à-dire de régimes de change intermédiaires.[A Washington, on privilégiait] la doctrine selon laquelle un taux de change doit soit être fixe, soit flotter sans soutien..

6. *Libéralisation du commerce* : (...) il était admis par tous qu'il fallait effectivement s'engager sur cette voie.

7. *Libéralisation des investissements directs en provenance de l'étranger (...)*.

8. *Privatisation (...)*.

9. *Déréglementation* : il s'agissait en particulier d'assouplir les barrières à l'entrée et à la sortie des marchés(...).

10. *Droits de propriété* : l'objectif premier était de donner au secteur informel la possibilité d'obtenir des droits de propriété à un coût acceptable »²⁹. Ce programme a été appliqué ailleurs comme recette au grand dam de John Williamson. Ainsi, ce document a déclenché un « mouvement historique » faisant de notre histoire une scène colorée de l'économisme, car il se fonde sur un postulat selon lequel « la libéralisation des marchés garantit une allocation optimale des capitaux internationaux. Ces mesures visaient simultanément le désendettement et le décollage socio-économique des pays en développement, en réduisant leurs dépenses et en les intégrant au marché mondial »³⁰

Faisons savoir que la mondialisation a ses acteurs, à savoir les firmes multinationales, les marchés financiers (3D : Déréglementation, des intermédiations, décloisonnement), les O.N.G., la société civile et les Etats.

1.2. Des acteurs de la mondialisation

« Est acteur, nous dit Philippe Moreau Defarges, toute entité - individu mais aussi entreprise, église, Etat...- élaborant, exprimant et traduisant en actes des intentions »³¹. Sans acteurs élaborant, exprimant et traduisant en actes des intentions, point de mondialisation ; cependant les différents acteurs de la mondialisation ont une importance et un rôle différents.

²⁹ WILLIAMSON J., *a.c.*, p 10. Quand John Williamson parle de ce programme en 2003, donc 14 ans après, il se défend contre les attaques qui font de « son » programme la charte du néolibéralisme. A ce propos il écrit : « (...), un certain nombre de doctrines clairement néolibérales sont notablement absentes de ma liste : le monétarisme, les faibles taux d'imposition indissociables de la théorie de l'offre, l'Etat minimal (qui ne se charge ni de corriger les inégalités de revenu ni d'internaliser les externalités) et la libre circulation des capitaux » (*Ib.*, p11). Malgré cette justification, l'application de ce « son » programme donne raison à ses détracteurs ; voilà qui explique, après constat de sa part, l'emploi de l'imparfait. Chaque fois qu'il parler de « son » programme, il se repent en ces termes : « Pour la réforme des taux d'intérêt, j'aurais dû opter pour une formulation plus généralisée en parlant de libéralisation financière, souligner que les avis divergeaient quant au rythme souhaitable et reconnaître que le processus devrait s'accompagner d'un contrôle prudent. [Pour la réforme de taux de change compétitif], je crains d'avoir pris mes désirs pour des réalités en affirmant l'existence d'un consensus en faveur de l'application de taux de change compétitifs. [Pour la réforme de la libéralisation des investissements directs en provenance de l'étranger], c'est sciemment que je n'ai pas parlé de libéralisation complète des mouvements de capitaux, car je ne pensais pas qu'il existait un consensus à ce sujet. [Quant à la réforme de la privatisation], c'était le seul domaine où une idée initialement néolibérale avait fini par convaincre un très large public. Depuis, nous avons été forcés de reconnaître que les modalités de la privatisation sont très importantes : le processus peut être très corrompu et conduire à brader des actifs à une élite privilégiée. [Impénitent, il affirme qu'] à l'évidence, la privatisation est bénéfique (notamment parce qu'elle améliore les services) si elle est opérée correctement et si l'entreprise privée est soumise à la concurrence ou à une réglementation appropriée » (*Ib* ; p 10). A dire vrai, John Williamson a été dribblé par la « ruse » de la Raison hégélienne, pour avoir ignoré la « logique » du Marché.

³⁰ ZACHARIE, A., *o.c.*, p.159.

³¹ DEFARGES P.M., *La mondialisation*, Paris, PUF, 2010, p.45.

Sachant que la mondialisation néolibérale relève d'un choix, il nous paraît juste de citer l'**Etat** comme premier acteur. Ce sont les Etats qui **décident** d'opter pour la politique du *Consensus de Washington*, qui **aménagent** le « terrain » pour bien accueillir les Investissements directs étrangers, qui **négoient** avec les autres Etats ou Firmes transnationales dans le cadre du marché mondial, qui **réglementent** en déréglementant le commerce et en libéralisant les échanges et qui « **encadrent** » la mondialisation en la protégeant contre ses détracteurs. Il y va de son image de marque. Comme on le voit, l'Etat existe toujours et joue son rôle en s' « adaptant » à la mondialisation néolibérale. En effet, cette dernière reformule le rôle de l'Etat³²

Les **Firmes transnationales** (FTN) et les **Firmes multinationales** (FMN) sont des acteurs incontournables. Leur nombre augmente et leurs chiffres d'affaires sont souvent supérieurs au PIB de certains pays en voie de développement. Elles **diffusent** la mondialisation néolibérale, **organisent** la division internationale du travail grâce à la **délocalisation** et ce, en **exploitant** « les avantages comparatifs dont chaque pays dispose »³³. De ce fait, elles **intègrent** ces nouveaux territoires (lieux où elles se localisent) dans l'économie mondiale.

Les **Organisations internationales**, en l'occurrence le **FMI**, le **Banque mondiale**, l'**OMC**, et l'**ONU**, jouent un grand rôle dans l'implantation de la mondialisation néolibérale en **élaborant** un droit international auquel les Etats et les FTN/FMN doivent se conformer, en **régplant** les conflits économiques, politiques et armés, en **fixant** les règles de jeu, en **conditionnant** les aides financières, etc.

Les **Organisations régionales** dont l'**UE**, l'**UA**, l'**Alena**, le **Mercosur**, l'**OTAN**, le **SADC**, etc. ne sont pas du reste, car, économiquement, elles **favorisent** les échanges entre membres et les **protègent**; politiquement, elles **interviennent** et militairement, elles **s'interposent** et **frappent**. Elles constituent des **alliances**.

Les **Investisseurs privés et publics** sont actifs du fait qu'ils **investissent** dans le monde entier et **gènèrent** des fonds. Ainsi ils sont à la base des flux des capitaux par des investissements directs étrangers et par des investissements financiers qui sont volatils.

Les **Villes** et **Mégalopoles** sont aussi des actrices de la mondialisation. Centres de décisions et de concentration des pouvoirs économiques et politiques, les grandes villes sont, à dire vrai, des territoires de compétition émettant la politique de localisation, de délocalisation et programmant la concurrence. C'est là que sont mises en œuvre les logiques de la mondialisation néolibérale. Par ailleurs, ces villes, dans le cadre de la mondialisation, fonctionnent en réseaux entre elles. Dans **les espaces de la Triade**³⁴ (Etats-Unis, Europe et Japon) et de **la Chine** se trouvent les principales mégalo-poles (New-York, Londres, Paris, Tokyo, Pékin). A côté des mégalo-poles, nous avons d'autres lieux intégrés à la mondialisation comme **les petites villes périphériques du Sud** ayant des matières premières et une main d'œuvre abondante bon marché et souvent, ils sont spécialisés dans la sous-traitance.

Ajoutons à cette liste des **lieux intégrés à la mondialisation**, des lieux dont les atouts sont spécifiques et reconnus comme **des enclaves de tolérance où manquent de taxes, d'impôt**. Ce sont **des paradis fiscaux** comme la Suisse et des « **places off-shore** », des îles comme l'île de Man, les îles Caïmans et les Bahamas aux Antilles.

³² *Ib.*, p.53.

³³ *Ib.*, p.50.

³⁴ La notion de triade, nous renseigne Charles-Albert Michalet (*Qu'est-ce que la mondialisation ? Petit traité à l'usage de ceux et celles qui ne savent pas encore s'il faut être pour ou contre*, Paris, La Découverte, 2004, p.29) a été lancée par K. OHMAE dans son ouvrage *La Triade*, Paris, Flammarion, 1995.

Les **Individus** sont des acteurs incontournables. Non seulement ils sont consommateurs des produits de la mondialisation et **connaissent une nouvelle division internationale du travail**, puisqu'ils sont des travailleurs, mais aussi ils subissent les effets de la mondialisation et voyagent beaucoup suite aux migrations de travail. La **diaspora** vit en fonction des membres de familles restés dans les pays d'origine ; les **sans-papiers** restent toujours connectés à leurs milieux d'origine. Ce sont les vrais apatrides. Citons aussi les migrations saisonnières avec les **touristes**. Ainsi nous aurons le tourisme sexuel, culturel, religieux, celui d'affaires et de congrès, sans oublier le tourisme sportif et exotique. Il y a des flux d'individus.

Les **ONG** (comme **Amnesty International, Médecins sans frontières**) sont des actrices de la mondialisation de par leur mobilisation des opinions, leur intervention sur les lieux des conflits et des épidémies, leur aide au développement, leur mise en question et en cause de la mondialisation.

N'oublions pas les **Contre-pouvoirs** comme **l'Altermondialisme, les syndicats, les médias, les associations religieuses et de jeunesse**, etc. Ils dénoncent la mondialisation sauvage, luttent pour protéger leurs membres et leurs intérêts et contestent les politiques économique et politique de leurs pays, etc.

1.3. De l'Idéologie de la mondialisation néolibérale

Le néolibéralisme relève d'un choix ou d'une « fabrication du consensus » comme l'aurait dit Chomsky et n'est pas naturel comme la pluie. Né après la seconde guerre mondiale en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord, le néolibéralisme se pose en s'opposant théoriquement et politiquement à l'interventionnisme étatique et à l'Etat social, le *Welfare State*.

Nous partageons l'idée de Perry Anderson, selon laquelle le livre de Friedrich August Von Hayek³⁵, *The Road to serfdom* (traduit par *La route de la servitude*), publié en 1944, constitue, en quelque sorte, « la charte fondatrice du néolibéralisme. Une attaque passionnée contre toute limitation par l'Etat du libre fonctionnement des mécanismes du marché y est développée. Ces entraves sont dénoncées, car elles contiennent, à son avis, une menace mortelle contre la liberté économique mais aussi politique »³⁶

Le nom de F.A Von Hayek reste lié au néolibéralisme pour son rôle imposant³⁷. Fondée la société du Mont Pèlerin, une sorte de franc- maçonnerie néolibérale, bien organisée et consacrée à la divulgation des thèses néolibérales, avec des réunions internationales, régulières³⁸.

En effet, pendant que Hayek et ses compagnons réfléchissent pour l'instauration d'un nouveau capitalisme dur et libéré de toute règle, l'Occident (Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord) vit le triomphe de l'Etat-Providence. C'est ainsi que l'on parle de « Trente Glorieuses », la période allant de 1945-1973. Ces trente années sont celles de l'expansion

³⁵ Cf. VON HAYEK, F. A., *La route de la servitude*, traduction de G. Blumberg, Paris, PUF, 2013.

³⁶ ANDERSON, P., *Histoire et leçons du néolibéralisme*, dans HOUTART, F. et POLET, F. (dir), *Un autre Davos. Mondialisation des résistances et des luttes*, Paris, 1999, p.12. A dire vrai, ce que dit l'auteur est la thèse de Hayek dans son *La route de la servitude*, traduction de G. Blumberg, Paris, PUF, 2013.

³⁷ Cf. BIDET, J. et DUMENIL, G., *Altermarxisme. Un autre marxisme pour un autre monde*, Paris, PUF, 2007, p.80-81

³⁸ *Ib.*, p. 12-13.

économique et du bien être social³⁹. Hayek et la société du Mont Pèlerin lèveront des boucliers et fustigeront cet Etat-Providence.

Leurs thèses néolibérales s'énoncent sous forme des principes, mots d'ordre, hymne, etc. Le principe des principes est celui qui fait du **MARCHE** le seul maître⁴⁰. Il y a l'apologie du *Marché* appréhendé « comme une instance de régulation politique et sociale »⁴¹. Autrement dit, ce n'est plus l'Etat qui joue le rôle de régulation politique et sociale. Seul le *Marché* est vu comme **source de bonheur**. En d'autres mots, « ouvrez, privatisez, et le marché fera votre bonheur ». Considéré comme une panacée au détriment de l'Etat et de ses fonctions essentielles, le marché est au-dessus de tout et la richesse, *ipso facto*, est placée au dessus des hommes.

L'économisme et l'utilitarisme sont les deux philosophies qui sous-tendent le néolibéralisme. De ce fait, le *libre échange* est l'unique voie de la croissance et de la prospérité, et est bon tout ce qui le favorise, mauvais tout ce qui le contrarie. Alors le *Marché* est bon et l'Etat est mauvais. Ce dernier, par la protection sociale, encourage la paresse au lieu de stimuler l'initiative privée, individuelle qui doit être estimée valorisante pour la personne humaine. Par l'impôt, la justice sociale et la fiscalité, l'Etat décourage les individus les plus audacieux. C'est pourquoi « il faut déréglementer, faire reculer l'Etat, réduire son champ de compétence et surtout le mettre au service des investisseurs privés »⁴². D'où l'hymne du néolibéralisme : « Moins d'Etat, peu d'Etat, pas d'Etat, chacun pour soi et le marché pour tous ». Ainsi, le mot d'ordre est clair : « Remplacer la politique et l'Etat par l'Economie ». Dans cette logique, il faut suivre l'ordre du *Marché*, contenir le pouvoir, détrôner la politique et considérer la justice sociale comme un concept inutile et nuisible. Au contraire, il faut accorder le primat au *Marché* et au *libre échange*, encourager la concurrence pour une bonne maximisation (profit, rentabilité, satisfaction) et ainsi provoquer la croissance. Par ailleurs, les « prophètes »⁴³ du néolibéralisme, Hayek, Friedman⁴⁴, Mises, Murray, enseignent la convergence des intérêts contradictoires s'annulant dans le marché jouant le rôle d'autorégulateur. Cet enseignement se base sur un postulat métaphysique de l'harmonie naturelle des intérêts⁴⁵.

³⁹ L'expression de « Trente Glorieuses » est de Jean Fourastié. Ce dernier a publié un ouvrage intitulé *Les trente Glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975* (Paris, Fayard, 1979). Cette expression ferait écho « aux *Trois glorieuses*, journées révolutionnaires du 26 au 28 juillet 1830 qui auraient vu la chute de Charles X et l'instauration de la monarchie de juillet de Louis-Philippe Ier » (*Trente glorieuses*, [en ligne] http://fr.wikipedia.org/wiki/Trente_glorieuses (page consultée le 14/08/2005))

⁴⁰ Cf. SAMUEL, A., *o.c.* p.9. Rober Nadeau est revenu sur ce sujet en indiquant Hayek comme l'inspirateur de l'idéologie du marché (NADEAU, R., *Friedrich Hayek et le génie du libéralisme* [en ligne] www.er.uqam.ca/.../Hayek%20le%20genie%20du%20liberalisme.pdf (page consultée le 19/08/2014))

⁴¹ DE SENARCLE, *La mondialisation. Théories, enjeux et débats*, p.78.

⁴² SOW, O., cité par TOURE Marèma, *L'impact de la mondialisation au niveau social*, BIT/CODESRIA [en ligne] <http://www.ile.org/public/english/wcsdg/docs/poure.pdf> (page consultée le 29/6/2005).

⁴³ Cf. WEYDERT, J., *Prophètes néo-libéraux*, dans *Etudes* (mai 1990), p.609.

⁴⁴ Cf. CORM, G., *Le nouveau gouvernement du monde : idéologies, structures, contre-pouvoirs*, Paris, La Découverte, 2010, p.28-29 parle bien de Hayek et de Friedman spécialement.

⁴⁵ Cf. LATOUCHE, S., *Les dangers du marché planétaire*, Paris, 1998, p.62.

2. DU PARADIGME DE LA MONDIALISATION NEOLIBERALE FACE A LA SOUVERAINETE DE L'ETAT⁴⁶

Cette deuxième partie de la réflexion présentera le paradigme de la mondialisation néolibérale et de ce fait, nous révélerons comment la souveraineté de l'Etat est entamée par la pratique des entreprises transnationales et multinationales.

2.1. Du paradigme de la mondialisation néolibérale

Le paradigme de la mondialisation néolibérale, comme pour tout paradigme selon la définition morinienne, contient, pour tous discours s'effectuant sous son empire, les **concepts fondamentaux** ou les **catégories maîtresses de l'intelligibilité** en même temps que le type de relations logiques entre ces concepts ou catégories⁴⁷.

Ce paradigme néolibéral a **des concepts fondamentaux ou des catégories maîtresses de l'intelligibilité de la pratique économique-socio-politique de notre époque historique**. Nous pouvons en citer quelques uns : *délocalisation, déréglementation, décloisonnement, discipline budgétaire, réforme fiscale, Etat minimal, libéralisation, investissement direct d'étranger (IDE), firme transnationale, globalisation réelle, globalisation financière, marché régulateur, taux de change compétitif, compétitivité, rentabilité financière*⁴⁸, *privatisation, dumping, euro-dollar, restructuration, spéculation financière, taux flottant, marchés organisés, production internationale, approvisionnement international, commerce intra entreprise, etc.*

Avec cette batterie conceptuelle, le paradigme néolibéral ou le **mondialisme joue le rôle sémantique**, celui d'offrir un cadre d'intelligibilité et donne sens au capitalisme néolibéral. **Son rôle logique** n'est pas à démontrer, car il saute aux yeux. De par sa logique, ce paradigme détermine des opérations maîtresses et la plus importante est celle d'**exclusion-inclusion**. Les firmes transnationales excluent l'Etat-Providence, le diabolisent et le traduisent devant la « justice » de l'OMC, l'ORD. **Elles incluent l'Etat** quand elles ont besoin de lui pour la privatisation, pour briser le pouvoir des syndicats et des mouvements ouvriers, pour réprimer toute manifestation anti ou altermondialiste. **Elles incluent aussi l'Etat** quand celui-ci accepte d'être minimal en laissant la régulation au marché lui-même. **Cela fait jouer au mondialisme son rôle idéologique. Celui-ci consiste à déterminer nos idées, et de ce fait, nos comportements pour nous adapter au rythme néolibéral.**

Nous pensons plus à *l'Avoir* qu'à *l'Etre*. L'homme, par ce rôle idéologique, est devenu *homo oeconomicus, laborans et consumans* ou mieux un « capital humain ».

Comme tout paradigme, **le mondialisme est non falsifiable**. Il est à l'abri de toute infirmations-vérification empirique. Seules les pratiques politico-économiques (ex : la privatisation, la destruction écologique dans l'exploitation des ressources naturelles, etc.) se réclamant de lui sont falsifiables et décriées. Par ailleurs, **ce paradigme néolibéral dispose du principe d'autorité axiomatique et il est fondateur des axiomes**, dont « *il n'y a pas d'autres systèmes économiques que le capitalisme néolibéral* », « *le libre échange est l'unique voie de la croissance et de la prospérité* », « *est bon tout ce qui*

⁴⁶ Loin de nous, dans cette section, de faire une archéologie intellectuelle du (des) néolibéralisme (s) comme le fit Serges Audier (AUDIER, S., *Néo-libéralisme (s). Une archéologie intellectuelle*, Paris, Grasset, 2012), encore moins une histoire du libéralisme et du néo-libéralisme (LAGUEUX, M., « Qu'est-ce que le néo-libéralisme ? », édition électronique, Québec, 2004).

⁴⁷ Cf. MORIN, E., *La méthode 4. Les idées : leur habitat, leur vie, leurs mœurs, leur organisation*, Paris, Seuil, 1991, p.213.

⁴⁸ Cf. MICHALET, C.-A., *o.c.*, p.27.

favorise le libre échange, mauvais tout ce qui le contrarie », « *il n'y a qu'un maître : le marché, il n'y a qu'une liberté : celle de «la main» invisible du marché* », « *chacun pour soi, le marché pour tous* », « *plus le monde sera ouvert, plus la croissance sera élevée, plus le bien-être se généralisera* », « *ouvrez, privatisez, et le marché fera votre bonheur* », etc. L'autorité de ces axiomes légitime le mondialisme⁴⁹.

Celui-ci dispose, en outre, d'un **principe d'exclusion**. Il exclut des données, des énoncés qui ne lui sont pas conformes ainsi que des problèmes qu'il ne connaît pas. Cela explique son aversion contre le Keynésianisme et l'Etat-Providence. **Le paradigme néolibéral s'oppose à la superstructure** (morale, politique, philosophie, pratique juridique, etc.) bâtie sur l'infrastructure keynésianiste. Ainsi, le mondialisme instaure-t-il une autre vision du monde, une autre pratique sociale, politique et économique où *le bonheur de l'homme se trouve dans le marché*⁵⁰.

Autrement dit, le monde sera meilleur et heureux, seulement et seulement si le monde est un marché. De ce fait, « *le sens actuel de l'histoire des sociétés contemporaines est celui de l'évolution nécessaire, inexorable et inévitable vers la constitution d'un grand marché mondial unique, intégré, autorégulateur (The Single Market Place)* »⁵¹. Cet idéal étant en voie de concrétisation, nous nous trouvons dans un contexte engendrant les effets de la mondialisation néolibérale.

De ce paradigme, **on comprendra pourquoi d'aucuns ont considéré le néolibéralisme de religion**⁵² dont le **décatalogue** serait celui-ci :

- « Tu te laisseras conduire par l'égoïsme... [Utilitarisme]
- « Tu utiliseras l'autre comme moyen pour parvenir à tes fins ! [Exploitation et tout est marchandise]
- « Tu pourras vénérer toutes les idoles de ton choix pour vu que tu adores le dieu suprême, le marché ! [Primat du marché qui est source du bonheur]
- « Tu ne fabriqueras pas le Kant-à-soi visant à te soustraire à la mise en troupeau ! [Main invisible et laisser-faire]
- « Tu combattras tout gouvernement et tu prôneras la bonne gouvernance ! [Moins d'Etat]
- « Tu offensera tout maître en position de t'éduquer ! [Refus de toute régulation de la part de l'Etat]
- « Tu ignoreras la grammaire et tu barbariseras le vocabulaire ! [Ne retenir que le vocabulaire du néo-libéralisme]

⁴⁹ Albert Samuel nomme justement « *mondialisme* » l'idéologie néolibérale (SAMUEL, A., *a.c.*, p.9.)

⁵⁰ D'aucuns ont parlé de « *fin d'idéologies* ». Oui, c'est la fin de certaines idéologies (socialisme dit réel et le keynésianisme) et le règne d'une autre idéologie, le néolibéralisme. L'homme étant un animal idéologique selon Louis Althusser, les idéologies existeront toujours. Michel Maffesoli, pour sa part, pense qu'il ne s'agit pas de la fin des idéologies mais de leur transfiguration. Nous aurons à développer cet aspect dans la troisième partie.

⁵¹ PETRELLA, R., *o.c.*, p.9.

⁵² Cf. DUFOUR, D.-R., *Le Divin Marché. La révolution culturelle libérale*, Paris, Denoël, 2007.

« Tu violeras les lois sans te faire prendre ! [Libre concurrence]

« Tu enfonceras indéfiniment la porte ouverte par Duchamp ! [Si avec Marcel Duchamp l'art a connu un retournement majeur, « économiquement, dans le paradigme néolibéral il y a le principe d'exclusion, exemple l'exclusion de la morale et dire qu'il est interdit d'interdire]

« Tu libéreras tes pulsions et tu chercheras une jouissance sans limite ! [Invitation à la consommation]»⁵³.

Toutefois en 2010, Georges Corm donnera **huit dogmes religieux** ou des principes du néolibéralisme / axiomes fondamentaux :

« L'être humain en tant que créature raisonnante agit toujours dans la sphère économique de façon égoïste et rationnelle pour maximiser son bien-être.

« L'addition de ces comportements individuels assure le plus grand bien-être de la société.

« L'Etat doit, en conséquence laisser le champ libre à l'égoïsme individuel et [à] ses initiatives économiques afin de maximiser le bien-être social collectif.

« Il ne doit donc pas intervenir dans la sphère économique...

« Seul le marché peut jouer le rôle d'arbitre entre les intérêts individuels par le libre jeu de l'offre et de la demande...

« Ce dernier n'a pas vraiment besoin d'intervention extérieure de la part de l'Etat..., il s'autocorrige...

« La spéculation sur les marchés est dénoncée à tort...

« Les principes de libéralisation des marchés doivent s'appliquer non seulement à l'intérieur des frontières des Etats, mais aussi dans les relations économiques et financières qui se créent entre les acteurs des différents marchés nationaux. C'est pourquoi le monde doit devenir un marché unique libre...Le protectionnisme qui protège des marchés nationaux des bienfaits de la concurrence internationale est un mal absolu qu'il convient de combattre sans répit »⁵⁴.

L'application de ces principes ou mieux le paradigme néolibérale

⁵³ IRRMAN, G., *Fiche de lecture : Le Divin Marché de Dany-Robert Dufour*, Paris, Majeure Alternative Management-HEC, avril 2008, p.10-17. Ce décalogue est de Dany-Robert Dufour tel qu'il est repris par Gaaëtan Irrman. Les notes mises entre crochets [] sont les nôtres.

⁵⁴ CORM, G., *Le nouveau gouvernement du monde. Idéologies, structures, contre-pouvoirs*, Paris, La Découverte, 2010, p.80-81.

2.2. De la mise en question de la souveraineté de l'Etat

Il sied de se poser la question de savoir ce qu'est devenu l'Etat à l'ère de la mondialisation. Les rapports entre l'Etat et la mondialisation sont complexes, car paradoxaux, réconciliant, conflictuels, etc.

A première vue, la mondialisation semble fragiliser les fondements de l'Etat, à savoir son territoire et sa souveraineté. Cependant, devons-nous le reconnaître, la mondialisation n'annonce pas la fin de l'Etat même si elle lui dessaisit de certaines de ses prérogatives. **Reconnaissons qu'elle contraint l'Etat à reformuler sa tâche et son rôle.** Ainsi, amène-t-elle l'Etat à s'adapter. C'est volontairement que **l'Etat opte pour la mondialisation qui le malmène par le haut** (les marchés mondiaux des capitaux), **par le bas** (l'émergence d'une société civile) et **par les côtés** (l'importance de firmes multinationales ou transnationales).

L'Etat se trouve avec des frontières perméables afin de faciliter les différentes formes des circulations et connaît **un découplage entre espace politique et espace économique.** « Si le premier demeure encore national, le second ne peut désormais être enfermé dans aucune territorialité, comme l'ont montré les logiques de FMN ou celle des marchés financiers »⁵⁵.

En outre, **l'Etat connaît une certaine concurrence de la part de FMN, des marchés financiers, des O.N.G. et de la société civile nationale ou mondiale** de telle sorte qu'il ne peut pas revendiquer « un droit exclusif à agir sur la scène internationale »⁵⁶. Nul n'ignore qu'il y a aussi « un formidable développement des règles internationales, qui en viennent peu-à-peu à empiéter sur les anciens domaines de souverainetés des Etats »⁵⁷. Par ailleurs, cette remise en question du territoire et de la souveraineté qu'on observe, engendre à son tour un « **affaiblissement du lien entre les citoyens et son Etat**, affaiblissement lourd de conséquences c'est ainsi que par exemple la nationalité paraît pesée de moins en moins par rapport au lien de résidence (...). De même le patriotisme paraît avoir perdu de son intensité (...). **L'Etat paraît en un mot désacralisé**, car le lien qui le lie avec ses sujets n'est plus tant celui du sang et de la passion que celui du calcul coûts/avantage et de la raison ; une logique qui n'est pas étrangère au profond bouleversement induit par la mondialisation »⁵⁸.

On peut même ajouter que **l'Etat semble perdre son autonomie** de telle sorte qu'il ne serait plus « autant à même qu'avant d'accomplir ces quatre tâches existentielles que sont la garantie de la sécurité, de la justice, de la liberté et de la richesse. James Rosenau va encore plus loin en voyant dans l'ère contemporaine une période de désordre entre l'ordre ancien interétatique et un ordre nouveau mondialisé, au sein duquel les Etats sont amenés à être de plus en plus impuissants »⁵⁹.

Sans vouloir entrer dans le débat opposant **les globalistes ou hyperglobalistes** (pour qui « la mondialisation entraîne des profondes transformations structurelles du système international provoquant par le fait même un changement fondamental dans la nature de l'Etat, voire sa disparition dans sa forme actuelle »⁶⁰), **les sceptiques** (qui pensent que « la mondialisation n'affecte que marginalement la nature de l'Etat »⁶¹) et les

⁵⁵ J. SIBONI, *Les Etats et la mondialisation*, Institut d'Etudes Politiques de Paris, s.d., p.3.

⁵⁶ *Ib.*, p.3.

⁵⁷ *Ib.*, p.4.

⁵⁸ *Ib.*, p.4.

⁵⁹ *Ib.*, p.4.

⁶⁰ D. BOLDUC et A. AYOUB, *o.c.*, p.64.

⁶¹ *Ib.*, p.64.

transformationalistes (qui défendent la thèse selon laquelle « l'Etat n'est pas fondamentalement menacé par la mondialisation, mais sera tout de même amené à modifier son rôle et ses fonctions »⁶²), il est tout de même opportun d'affirmer que la mondialisation a l'impact sur les deux piliers fondamentaux de l'Etat, en l'occurrence la souveraineté⁶³ et la territorialité.

De ce qui précède, l'on comprendra que **l'Etat a des nouveaux rôles en tant qu'acteur de la mondialisation**. C'est l'Etat qui décide de son intégration ou non intégration dans l'économie mondiale ; il reste toujours l'acteur clé en politique (relation internationale) et même des institutions comme FMI, BM, ONG, G8 et G20 sont ses émanations et la mondialisation a besoin de l'Etat pour se réaliser. L'Etat demeure toujours le but recherché par des nombreux peuples à travers le monde (Cfr. les immigrations), l'Etat tire parti de la mondialisation pour mieux se développer (ainsi, il s'adapte à la mondialisation) et il le fait volontairement. L'Etat, à travers ses dirigeants qui voyagent avec leurs investisseurs, propage et encourage la mondialisation.

CONCLUSION

De tout ce qui précède, on aura compris que *Mondialisation, entreprises et souveraineté de l'Etat* est une réflexion qui montre que l'Etat est comparable à un serpent qui se mord la queue. L'Etat a opté pour la mondialisation néolibérale par la révolution conservatrice du tandem Margaret Thatcher et Ronald Reagan en mettant en pratique les thèses néolibérales de Frederic August Von Hayek et de son Association Mont Pèlerin. C'est ainsi que l'Etat est un acteur de la mondialisation néolibérale. L'Etat a été propice à la création des entreprises transnationales et multinationales qui ont leur propre logique et qui le contraignent à s'adapter à leur paradigme. Suite aux rapports complexes allant du paradoxal, au réconciliant, au conflictuels et à l'entente, l'Etat, à notre humble avis, voit *perpétuellement sa souveraineté remise en question par la mondialisation néolibérale et ce, de façon visible, grâce ou à cause des entreprises transnationales et multinationales dont il ne peut se passer*, quand bien même il faudrait se passer des revendications sociales de sa population.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

I. Livres

AGUITON, Ch., *Le monde nous appartient*, Paris, Plon, 2001.

ALBERT, M., *Capitalisme contre capitalisme*, Paris, Seuil, 1991.

AUDIER, S., *Néo-libéralisme (s). Une archéologie intellectuelle*, Paris, Grasset, 2012.

⁶² *Ib.*, p.64.

⁶³ Le concept de souveraineté a été dilaté par Stephen D. Krasner qui la subdivise en quatre catégories : « La souveraineté de contrôle ou d'interdépendance (capacité d'un gouvernement de contrôler les activités à l'intérieur de ses frontières ainsi que les flux qui les traversent) ; la souveraineté domestique (organisation de l'autorité à l'intérieur de l'Etat) ; la souveraineté westphalienne (exclusion de toute autorité externe) ; et la souveraineté légale internationale (réfère à la légitimité internationale, c'est-à-dire à la reconnaissance d'un Etat par un autre et à l'ensemble des droits qui sont liés à cette reconnaissance tels le droit de signer des traités ou de joindre des organisations internationales) » (Stephen D. Krasner cité par *Ibidem*, p.71.).

- BIDET, J. et DUMENIL, G., *Altermarxisme. Un autre marxisme pour un autre monde*, Paris, PUF, 2007.
- DEFARGES P.M., *La mondialisation*, Paris, PUF, 2010.
- DELBACCIO, M. et PELLOILE, B. (dir), *Du cosmopolitisme*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- BOLDUC, D. et AYOUB, A., *La mondialisation et ses effets : revue de la littérature*, Université Laval, novembre, 2000.
- CORM, G., *Le nouveau gouvernement du monde. Idéologies, structures, contre-pouvoirs*, Paris, La Découverte, 2010.
- DE SENARCLENS, P., *La mondialisation. Théories, enjeux et débats*, Paris, 2001.
- DUFOUR, D.-R., *Le Divin Marché. La révolution culturelle libérale*, Paris, Denoël, 2007.
- FOURASTIÉ, J., *Les trente Glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Fayard, 1979.
- HOUTART, F. et POLET, F. (dir), *Un autre Davos. Mondialisation des résistances et des luttes*, Paris, 1999.
- IRRMAN, G., *Fiche de lecture : Le Divin Marché de Dany-Robert Dufour*, Paris, Majeure Alternative Management-HEC, avril 2008.
- GORBATCHEV, M., *Perestroïka. Vues neuves sur notre pays et le monde*, Paris, Flammarion, 1997.
- GRAZ, J.-C., *La gouvernance de la mondialisation*, Paris, La Découverte, 2010.
- LAGUEUX, M., *Qu'est-ce que le néo-libéralisme ?*, édition électronique, Québec, 2004.
- LATOUCHE, S., - *Les dangers du marché planétaire*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1998.
- LOROT, P. (dir), *Dictionnaire de la mondialisation*, Paris, Ellipses, 2001
- MICHALET, C.-A., *Qu'est-ce que la mondialisation ? Petit traité à l'usage de ceux et celles qui ne savent pas encore s'il faut être pour ou contre*, Paris, La Découverte, 2004.
- MORIN, E., *La méthode 4. Les idées : leur habitat, leur vie, leurs mœurs, leur organisation*, Paris, Seuil, 1991.
- OHMAE, K., *La Triade*, Paris, Flammarion, 1995.
- PETRELLA, R., PETRELLA, R., *Ecueils de la mondialisation. Urgence d'un nouveau contra social*, Montréal/Québec, Editions Fides/ Musée de la civilisation, 1997.
- SIBONI, J., *Les Etats et la mondialisation*, Institut d'Etudes Politiques de Paris, s.d.
- VON HAYEK, F. A., *La route de la servitude*, traduction de G. Blumberg, Paris, PUF, 2013.
- WILLIAMSON, J. (éd), *Latin American Adjustment: How Much has Happened?* Washington, Washington Institute for International Economics, 1990.
- ZACHARIE, A., *Mondialisation : qui gagne et qui perd. Essai sur l'économie politique du développement*, Bruxelles, Editions Le Bord de l'Eau, 2013.
- .II. Articles**
- BERGER D., *Pérestroïka, la révolution réellement existante ?* [en ligne] http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=491 (page consultée le 29/06/2005).
- HERR, E., *La mondialisation : pour une évaluation éthique ?*, dans *Nouvelle revue théologique* 122 (2000) -Mondialisation[enligne] <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Mondialisation.htm> (page consultée le 2/03/2015).
- NADEAU, R., *Friedrich Hayek et le génie du libéralisme* [en ligne] <http://www.er.uqam.ca/.../Hayeket%20le%20genie%20du%20liberalisme.pdf> (page consultée le 19/08/2014)

- Qu'est-ce que la mondialisation ?* [en ligne] <http://radio-canada.ca/nouvelles/dossiers/mondialisation/1a.asp> (page consultée le 22/03/2005).
- SAMUEL, A., *La mondialisation, qu'est-ce que c'est au juste ?*, dans *Spiritus 166* (2002), p.5-10.
- TOURE Marèma, *L'impact de la mondialisation au niveau social*, BIT/CODESRIA [en ligne] <http://www.ile.org/public/english/wcsdg/docs/poure.pdf> (page consultée le 29/6/2005).
- Trente glorieuses*, [en ligne] http://fr.wikipedia.org/wiki/Trente_glorieuses (page consultée le 14/08/2005).
- WEYDERT, J., *Prophètes néo-libéraux*, dans *Etudes* (mai 1990), p.609-620.
- WILLIAMSON, J., *Un train de réforme devenu un label galvaudé. Consensus de Washington, un bref historique et quelques suggestions*, dans *Finances et Développement* (septembre 2003), p.10.